

## Pour 2022 dépassons l'opinion, dégageons l'horizon

Après deux années de pandémie mondiale, deux thématiques majeures impactant l'agriculture mériteraient l'expression d'une véritable vision et de propositions claires de la part des futurs candidats à la présidentielle : la sécurité sanitaire et la souveraineté alimentaire.

Exerçant un métier du vivant, soumis aux aléas, nous savons, et nos prédécesseurs encore plus que nous, combien la prévention des risques d'épidémie fait partie intégrante du pilotage de nos exploitations et de nos filières, et à quel point la responsabilité collective permet de prévenir et d'agir efficacement. Cette responsabilité collective qui conjugue la mutualisation des moyens d'actions préventives, les moyens d'interventions et d'indemnisation, s'appuie sur la connaissance, le crédit accordé à la recherche et à la connaissance scientifique.

L'émotion générée par cette pandémie mondiale a fait place à une opinion défiante à tous ces progrès, confondant souvent la nécessité de s'interroger légitimement sur les interactions entre l'activité humaine et son impact sur l'environnement avec la condamnation sans nuances de nos modes de vie et de production, notamment agricole et alimentaire.

Une confusion que l'on retrouve aussi sur la question de la souveraineté alimentaire. Au printemps 2020, l'ambition de souveraineté alimentaire qui avait du mal à s'imposer sans être suspectée de protectionnisme, est devenue en quelques semaines une sorte de graal. Oui mais là aussi avec des visions bien différentes derrière la même expression : une vision très locale pour certains, régionale ou nationale pour d'autres.

La finalisation des négociations sur la prochaine PAC, la présidence européenne française, doivent être l'occasion de tenir un discours de clarté et de vérité sur cet enjeu. Face à des pays continents comme le Brésil ou la Chine, la question de souveraineté alimentaire est clairement un enjeu de dimension européenne. Ce qui ne doit pas pour autant dédouaner la région et la France d'une véritable ambition pour les agriculteurs et les agricultures. La Bretagne a une place à conquérir et à préserver au sein d'une Europe agricole véritablement soucieuse de sa souveraineté alimentaire.

En 2022, nous attendons de ceux qui vont prétendre à la fonction de chef de l'État qu'ils réaffirment dans leur projet politique la dimension stratégique de l'agriculture et de l'alimentation, dans les négociations internationales, dans la PAC, dans les politiques publiques nationales cohérentes et complémentaires de l'action des régions.

En fin d'année, nous avons publié une lettre ouverte d'alerte sur le risque que le non renouvellement des générations porte en germe : la "désagriculture" à l'instar de la désindustrialisation observée dans certaines régions.

Nous alertons parce qu'il y a urgence à construire les conditions du rebond.

C'est en éclairant l'horizon que nous susciterons des vocations.



**André Sergent**

Président de la chambre régionale d'agriculture de Bretagne